



AMBASSADE DE SUISSE
MONTEVIDEO

381.1 - I/
Rapport pol. No 5

Montevideo, le 28 juillet 1967.

an						ala
Date						3/7
Vite						ju
EPD 31. Juli 1967						
Ref p.A. 21.31. Montevideo.						

L'Uruguay: 20 ans après

Monsieur le Conseiller fédéral,

J'ai connu l'Uruguay il y a vingt ans. C'était alors un pays prospère et on l'appelait "la Suisse de l'Amérique latine" en raison de ses gouvernements démocratiques, de sa monnaie forte et de sa stabilité économique. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Il a suffi de deux décades pour faire de ce beau pays l'ombre de lui-même. A mon arrivée à Montevideo, des grèves sévissaient partout: banques, fonctionnaires, entreprises semi-officielles de l'Etat, électricité etc., tous étaient en grève. Et le lendemain, la situation empirait encore, une grève générale de 24 heures paralysant complètement la capitale.

L'Uruguay est en pleine crise économique, sociale et financière. L'inflation sévit à tel point que les prix de certains produits doublent du jour au lendemain. Personne n'a confiance dans le peso. La dette extérieure atteint environ 475 millions de dollars. Jusqu'à la fin de l'année, l'Uruguay doit faire face à des échéances atteignant 65 millions de dollars. A l'heure actuelle, il n'en possède pas le vingtième, ses caisses sont pratiquement vides. A tel point, que les

./.

Monsieur le Conseiller fédéral Willy Spühler
Chef du Département Politique fédéral

B e r n e

fonctionnaires n'ont plus été payés depuis le mois de juin. Pour les faire patienter, on leur a promis une augmentation à partir du mois de juillet. Mais comme l'Etat n'a pas de fonds, cette augmentation ne leur sera versée qu'en 1968!

Le Président Gestido a lancé hier à la nation un appel pathétique. Pour alimenter les caisses de l'Etat, il a notamment fait ouvrir auprès de la Banque centrale un compte désigné sous le nom de "18 de Julio" en souvenir du jour de l'indépendance uruguayenne. Ceci afin de stimuler le patriotisme des citoyens. Tous ont été invité à y déposer jusqu'au dernier dollar. Et pour encourager les déposants, l'Etat leur a promis l'exemption de tout impôt, l'amnistie fiscale, un rendement élevé et le remboursement en dollars des intérêts et du capital.

L'appel du Président a été entendu par un certain nombre d'uruguayens et les opérations de versement étaient en cours, lorsque soudain les guichets de la Banque centrale, qui correspond à notre Banque nationale suisse, se fermèrent: les employés étaient entrés en grève. Le lendemain, l'enthousiasme était passé, l'élan brisé. En tout et pour tout, le compte "18 de Julio" n'aura réuni que 200'000 dollars.

Quelles sont les causes profondes de cette évolution? On en cite plusieurs, sans savoir exactement laquelle est la plus responsable de tous les maux qui affligent le pays. Pour les uns, et c'est cela la thèse officielle, l'Uruguay, qui devait sa prospérité essentiellement à ses exportations de viande et de laine, a vu les prix de ces produits rester pratiquement stationnaires, alors que les prix des produits industriels qu'il devait importer décuplaient au cours des années. Il en est résulté un déficit croissant de la balance des paiements, d'où la nécessité de recourir à de continuelles dévaluations. Il y a vingt ans, le peso uruguayen valait frs. 2.20. Aujourd'hui, il ne vaut que 5 cts..

- 3 -

Pour d'autres, les plus nombreux, c'est l'incapacité de toute une série de gouvernements qui est responsable de l'état de chose actuel. Enfin, une troisième thèse, celle des fatalistes, attribue à des coups du sort successifs, tels que sécheresses, inondations etc., le déclin du pays.

Je crois que toutes ces raisons ont une part de vérité. Mais il y en a une qui prévaut et que seules quelques personnes courageuses osent avouer ouvertement: c'est que les Uruguayens, après avoir connu une période de grande prospérité, ont perdu le goût du travail. La vie facile et le bien-être général leur ont été fatals. Le peuple uruguayen est devenu de plus en plus exigeant, sans pour autant augmenter sa productivité. Les politiciens, pour être réélus, ont dû pratiquer une politique démagogique dont les conséquences financières dépassaient de loin les possibilités du pays. Aujourd'hui, en Uruguay, tous les hôpitaux sont gratuits, de même que les études, jusque et y compris les études universitaires, et la pension d'un fonctionnaire décédé n'est pas seulement versé à sa veuve, mais également à ses filles, jusqu'à ce qu'elles se marient! Comme il y a en Uruguay une armée de plus de 250'000 fonctionnaires (soit le 27% (!) de la population active) on imagine aisément où de tels avantages excessifs mènent les finances de l'Etat.

L'Uruguay n'est pas prêt de sortir de l'impasse où il se trouve. Le Président de la République me l'a déclaré ouvertement lors de la présentation de mes lettres de créance. Reste à savoir si lui-même et son Gouvernement sauront faire preuve de la fermeté nécessaire pour faire face à l'agitation syndicaliste. Pour le moment, ce n'est pas le cas.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse:

M. M. M.